

feront pas rétrograder d'un pas ; il faut qu'ils se résignent à se voir arracher, en face du pays, du christianisme, de tous les pères de famille, le masque sous lequel ils se sont trop longtemps cachés.

Mais avant de pousser l'attaque plus avant, notons (ceci est important) à quel terme est arrivée aujourd'hui la discussion. Or, nous ne craignons pas de le dire, les résultats obtenus, quoique minimes en apparence, ont cependant surpassé notre espoir. Le *monopole* s'est ému, sa lourde carapace a été entamée. Nous n'en voulons d'autre preuve que cette armée officielle qui a surgi tout à coup. Les cent voix de la presse ont retenti. Journaux irréligieux de toute opinion, de toute nuance politique, depuis l'ultra-ministériel jusqu'au pur radical, les *Débats*, comme le *National*, tout ce qui est uni par la haine du catholicisme a fait chorus. Peu satisfait de détacher ainsi en voltigeurs ses troupes légères, l'*Université* a cru devoir intervenir et tirer le canon d'alarme jusque dans ses deux plus fortes citadelles. La *Sorbonne*, le *Collège de France* ont entendu... dirai-je, des menaces, ou des gémissemens ? On a parlé, on a écrit... Qu'en est-il résulté ? C'est ce qu'il importe de bien constater aujourd'hui.

Et d'abord, nulle part, en aucune défense écrite ou parlée, l'*Université* n'a accepté le combat tel qu'il lui était offert. Nous avons attaqué le *monopole de l'enseignement*, le *monopole* seul. Nous avons dit : Il est absurde et intolérable que chez un peuple qu'on appelle libre et éclairé, pas un seul marmot ne puisse apprendre sa *croix de par Dieu* sans passer par les mains d'un corps enseignant privilégié ; il est absurde et intolérable que chez un peuple libre et éclairé, les intelligences soient mises en régie comme le tabac, comme le sel marin, au bénéfice d'une compagnie quelconque ; il est absurde et intolérable qu'un peuple composé de trente millions de catholiques et plus, ne puisse élever ses enfans dans la foi de ses pères ; qu'un ministre responsable vienne dire à ce peuple : *Votre Charte constitutionnelle vous promet la liberté d'enseignement, nous avons juré que cette Charte serait une vérité ; je me moque de mon serment et de la Charte. Vous n'aurez pas la liberté d'enseignement.* Voilà ce qu'ont dit nos évêques, ce que nous avons dit avec eux.— Qu'a répondu l'*Université* ?

L'*Université* a déchiré sa robe, s'est arraché les cheveux, elle a crié qu'on en voulait à sa vie ou au moins à sa bourse :—« Horreur ! sacrilège ! on veut m'assassiner ; moi, l'*alma parens* de toute doctrine, la fille de Napoléon ! »— Calmez vous, bonne et féconde mère, il n'est point de Néron parmi nous ; de grâce, ne vous laissez pas égarer par la douleur ; ce n'est pas à vous qu'on en veut. Est-ce par hasard que le *monopole* et vous ne feriez qu'un ? serait-il devenu la chair de votre chair et l'os de vos os ? Toute espèce de concurrence vous serait-elle mortelle ? Seriez-vous tombée à ce point de caducité que toute question de liberté fût pour vous une question d'être ou de n'être pas !. Non, *Université* de France, nous ne le croyons pas. Nous plaçons ici hautement votre cause contre d'injurieux défenseurs, qui s'imaginent travailler à votre gloire en vous rendant odieuse. Le *monopole*, au lieu de vous servir, vous énerve et vous tue ; qu'on nous donne un peu de liberté, qu'on rende la concurrence possible et, croyez le, l'émulation viendra doubler vos forces.

Encore une fois, respectable mère, nous prenons votre défense contre ceux qui devraient être vos colonnes et qui semblent avoir juré votre ruine. Le